### TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BOBIGNY.

Extent des minutes ou Greffe au Tribunal Juan are de ECBIGNY

# ORDONNANCE STATUANT SUR LA POURSUITE D'UNE MESURE D'HOSPITALISATION

### DÉLAI DE 12 JOURS

# ADMISSION A LA DEMANDE D'UN TIERS, EN URGENCE

N° RG 21/06899 - N° Portalis DB3S-W-B7F-V5OZ

Nous, Philippe DAMULOT, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de BOBIGNY, assisté de Annette MINUTE: 21/2523 REAL, greffier, avons rendu la décision suivante concernant:

## <u>LA PERSONNE EN SOINS PSYCHIATRIQUES</u> :

Monsieur Mahar né le 🚻

Etablissement d'hospitalisation: L'EPS VILLE-EVRARD

absent (refus de comparaître), représenté par Me SANOBER, avocat commis d'office

CURATELLE **ASSOCIATION UDAR 93** absente

<u>PERSONNE A L'ORIGINE DE LA SAISINE</u> Monsieur le directeur de L'EPS VILLE-EVRARD Absent

TIERS A L'ORIGINE DE L'HOSPITALISATION Madame

Absente

MINISTÈRE PUBLIC

A fait parvenir ses observations par écrit le 29 décembre 2021.

Le 22 décembre 2021, le directeur de L'EPS VILLE-EVRARD a prononce la décision d'admission en soins psychiatriques, avec effet depuis la veille, de Monsieur

fait l'objet d'une hospitalisation complète au sein de L'EPS Depuis cone date, Monsieur VILLE-EVRARD.

Le 27 Décembre 2021, le directeur de l'établissement a saisi le juge des libertés et de la détention aux fins de poursuite de l'hospitalisation complète de Monsieur

Le ministère public a fait connaître son avis par conclusions écrites du 29 décembre 2021.

a été enleuent eu ses A l'audience du 30 Décembre 2021, Me SANOBER, conseil de Monsieur Manuel de Monsieur Manu observations.

L'affaire a été mise en délibéré à ce jour.

Aux termes de l'article L. 3212-1 du code de la santé publique, une personne atteinte de troubles mentaux ne peut faire l'objet de soins psychiatriques sur la décision du directeur d'un établissement mentionné à l'afficle L. 3222-1 du même code MOTIFS que lorsque les deux conditions suivantes sont réunies ;

2° Son état mental impose des soins immédiats assortis soit d'une surveillance médicale constante justifiant une

hospitalisation complète, soit d'une surveillance médicale régulière justifiant une prise en charge sous la forme mentionne

L'article L. 3211-12-1 du même code dispose que l'hospitalisation complète d'un patient ne peut se poursuivre sans que au 2º de l'article L. 3211-2-1. le juge des libertés et de la détention, préalablement saisi par le directeur de l'établissement, n'ait statué sur cette mesure

1° Avant l'expiration d'un délai de douze jours à compter de l'admission prononcée en application des chapitres II ou III

2° Avant l'expiration d'un délai de douze jours à compter de la décision par laquelle le directeur de l'établissement ou le du présent titre ou de l'article L. 3214-3.; représentant de l'État a modifié la forme de la prise en charge du patient en procédant à son hospitalisation complète en application, respectivement, du dernier alinéa de l'article L. 3212-4 ou du IIÎ de l'article L. 3213-3.

### Sur les moyens soulevés in limine litis par la désense

La décision d'admission vise l'article L.3212-3 du Code de la santé publique, applicable aux soins à la demande d'un tiers en cas d'urgence, et qui permet de prononcer une décision d'admission au vu d'un seul certificat médical, pouvant de surcroît émaner, comme en l'espèce, d'un médecin exerçant dans l'établissement d'accueil.

Or la décision d'admission est motivée par l'existence de "troubles mentaux à type d'excitation psychomotrice, d'agressivité, d'errance et de bizarreries-inaadaptation", alors que le certificat initial établi par le docteur SANTOS SERRA, qu'elle vise sans s'en approprier les termes, mentionne : "exaltation de l'humeur avec bizarreries du serreries comportement, ambivalence aux soins, faible conscience des troubles": la motivation est donc erronéc, voire inexistante

De plus, dans un cas comme dans l'autre, aucune urgence n'est caractérisée : il en résulte que Monsieur hospitalisé sous contrainte sans respect du cadre légal, ce qui porte nécessairement atteinte à ses droits, puisqu'il a été ainsi privé de sa liberté d'aller et venir.

Il convient dès lors d'ordonner la mainlevée de la mesure.

Toutefois, au vu des éléments du dossier, et notamment de l'avis motivé rédigé le 27 décembre 2021 par le docteur FIERRO, dont il ressort que Monsieur de sousse de troubles psychiatriques el n'adhère à aucun projet de soins, il y a lieu de faire application de la faculté prévue au III, 2º alinéa, de l'article L.3211-12-1 du Code de la santé publique, en disant que cette mainlevée prendra effet dans un délai maximal de 24 heures afin qu'un programme de soins puisse, le cas échéant, être établi en application de l'article L.3211-2-1 du dit code.

### PAR CES MOTIFS

Le juge des libertés et de la détention du tribunal judicialre de Bobigny, après débats tenus en audience publique dans la salle d'audience aménagée à l'établissement public de santé de Ville-Evrard, 202 avenue Jean Jaurès - 93332 Neuilly Sur Marne, statuant au tribunal par décision susceptible d'appel,

Ordonne la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dont fait l'objet Monsieur Mel

Décide cependant que cette mainlevée prendra effet dans un délai maximal de 24 heures afin qu'un programme de spins puisse, le cas échéant, être établi en application de l'article L.3211-2-1 du Code de la santé publique;

Laisse les dépens à la charge de l'Etat.

Fait et jugé à Bobigny, le 30 Décembre 2021

Le Greffier

Le 1" vice-président Juge des libertés et de la détention

Agric REAL

Philippe DAMU

Ordonnance notifiée au parquet le

Substitut du procureur

le greffier

Vu et ne s'oppose:

Déclare faire appel :

